



4

Spaces of Difference

(Part 1)

La "clôture" européenne

François L'Yvonnet

“Agis en ton lieu, pense avec le monde”. Cette phrase d’Édouard Glissant, mise en exergue d’une tribune de Régis Debray parue dans le quotidien français *Le Monde* (sous le titre “L’inquiétant oubli du monde”), résume assez bien notre propos. L’auteur de ladite tribune souligne le peu de place occupée par la politique étrangère dans la campagne présidentielle française. “Ne pas oublier l’arène planétaire”, “Que le ring électoral fasse si peu de cas du grand large laisse pantois”, autant d’expressions qui témoignent d’une profonde inquiétude.

La vie de la planète fut en effet quasi absente des débats, tandis que les esprits, gagnés par l’électoratisme, ne semblaient occupés que par divers vrais ou faux problèmes “locaux”: socio-économiques, sociétaux, politiques (nationaux ou accessoirement “européens”, de l’immigration à la renégociation de certains traités) ou culturels.

“Atlantisme, européisme, ethnicisme et urgentisme caractérisent la diplomatie de nos défuntées années, d’une désastreuse banalité”, dit encore le même Régis Debray.

Une situation, à bien des égards alarmante, qui marque un repli de la France sur le pré carré d’idéologies vieilles, à la mesure d’un certain nombrilisme auquel elle cède parfois, mais aussi, à une échelle plus large, parce que l’Europe elle-même n’échappe pas à la “clôture”. L’incapacité dans laquelle elle se trouve d’avoir une politique étrangère cohérente, ambitieuse et prospective est, de ce point de vue, significative.

228 L’alignement de notre politique militaire sur l’OTAN, autant dire sur les États-Unis, le rôle de supplétif joué par la France et l’Angleterre (et quelques autres pays de l’Union européenne) en Afghanistan et le factuel *leadership* allemand, aujourd’hui célébré par la droite comme l’incontournable modèle anti-crise — témoigne de l’engluement “dans une géographie mentale en peau de chagrin où une mappemonde avec 195 capitales se réduit à deux clignotants, Berlin et Washington” (*ibid.*).

“[L’Europe] est grasse et grande mais sans vision ni dessein, inexistante à l’international (et notamment aux yeux des présidents américains) et sans ancrage dans les cœurs” (*ibid.*).

Le rétrécissement de la carte mentale va de pair avec un diktat de l’instant. Paul Virilio a bien analysé ce phénomène remarquable des sociétés contemporaines: le “temps réel”, c’est-à-dire le temps mondial, *intégral, uniforme, unique* réalise les trois attributs traditionnels du divin: l’ubiquité,

l'instantanéité et l'immédiateté.¹ Appliqué à la politique étrangère de la France, cela donne une absence de distance, de mise en perspective qui nourrit toutes sortes de propos (ou de postures) francocentrés ou européocentrés.

“Écervelée, cette façon de coller au fait divers et à la compassion du moment met inmanquablement en retard sur les tendances et flux de la mouvante histoire” (*ibid.*).

I — Il faudrait aussi, paradoxalement, mettre au compte de cette clôture, l'inflation en France des lois dites “mémorielles”, censées punir les divers négationnismes. Loi “Gaysot” (qui qualifie de délit la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité, tels que définis dans le statut du Tribunal militaire international de Nuremberg);

1 Ce temps réel, potentiellement tyrannique, est une menace pour la démocratie, dit Paul Virilio (il y a un pouvoir absolu de la vitesse absolue). Penseur de la vitesse, il montre qu'elle est le pouvoir même, “tout pouvoir, dit-il, est *dromocratique*” (du grec *dromos*, la course), et toute société est “une société de course” (avec la volonté de contrôler un territoire avec “des messagers, des moyens de transport et de transmission”). Il y a donc toute une économie de la vitesse — la vitesse qui change notre vision du monde, notre “*Weltanschauung*”. À chaque société, à chaque époque sa vitesse, tant qu'elles étaient relatives, elles pouvaient être démocratisées, c'est-à-dire partagées (de la trière grecque à l'avion, en passant par le train et la voiture, il y a chaque fois un temps relatif partageable), aujourd'hui avec le triomphe des nouvelles technologies, avec, je le cite encore: “La vitesse absolue des ondes électromagnétiques, la question de la démocratisation de la vitesse absolue se pose”. Le cyberspace, avec la vitesse des ondes, constitue une menace réelle pour la démocratie. Il y a donc danger en la demeure civile... Les autoroutes de l'information, avec l'interactivité instantanée, nous font accéder à une société globale en temps réel qui comporte des formes d'accélération incontrôlable, non maîtrisable, qui risque de dissoudre le pouvoir dans le réseau, le rendant invisible et insaisissable. La démocratie est donc menacée dans sa *temporalité* même, la vitesse absolue interdisant, par exemple, toute espèce de délibération.

loi “Taubira” (concernant la reconnaissance des traites et des esclaves comme crime contre l’humanité); et la dernière en date,² reconnaissant et condamnant toute contestation du génocide arménien. À chaque fois, une manière ethnocentrée et politicienne de résoudre des problèmes qui devraient relever du seul travail historique et qui exige, le cas de l’Arménie est remarquable, la prise en considération de données diplomatiques et géopolitiques complexes. La Turquie d’aujourd’hui, qui n’est pas plus celle d’hier, se trouve mise au ban des nations respectables, d’une manière particulièrement arrogante, au moment même où la France participait à une opération militaire en Libye, ou la crise syrienne bat son plein; c’est-à-dire, au moment où la Turquie apparaît comme l’un des acteurs politiques majeurs et incontournables de la région. Pas de meilleure illustration de l’enfermement autistique de la France sur les bons sentiments et les enjeux électoralistes (rappelons que la communauté arménienne, très à cheval sur la question, représente un électorat non négligeable, estimé à quelques centaines de milliers de voix). Tout cela fait partie du culte du “réactif”

2 Nombreux pays ont “reconnu” le génocide arménien perpétré par l’État Turc entre avril 1915 et juillet 1916. La France a innové en voulant faire de toute contestation dudit génocide un délit. votée le 21 décembre 2011, le Conseil Constitutionnel la jugera contraire à la Constitution en février 2012. L’historien Pierre Nora, inquiet de voir l’histoire dictée par la loi, a pris la plume pour souligner les ambiguïtés de ce qu’il nomme un “sport législatif purement français”: “Et le plus tragique est de voir l’invocation à la défense des droits de l’homme et au message universel de la France, servir (...) de cache-misère à la soviétisation de l’histoire” (*Le Monde*, 28/11/2011).

dont parle encore pertinemment Régis Debray: "Agir sans anticiper ce qui résultera de l'action".

Postures enrobées de mots sacralisés, de ces mots que la France, facilement donneuse de leçon, aime brandir à la face de l'humanité:

Quitte à ripoliner sa godille avec des grands mots qui chantent plus qu'ils ne parlent: "les droits de l'homme" (couverture impeccable, comme l'Évangile sous l'Ancien Régime), "la communauté internationale" (un Directoire représentant 20% de la population mondiale); "la gouvernance mondiale" (la Cité calquée sur l'entreprise); "la Démocratie" avec majuscule (laquelle, de Périclès à la reine Victoria, admet le massacre des âmes et des corps barbares). (*Ibid.*)

Jamais la France et l'Europe n'ont été aussi seules dans un monde en profonde transformation, travaillé par des contradictions inédites, soumis à des tensions extrêmes. Jamais la France et l'Europe n'ont été aussi désenchantées, aussi peu concernées par les affaires du monde, aussi incapables de témoigner d'un "esprit" (au sens où Hegel parle de l'esprit d'un peuple, *Volksgeist*). Serait-ce, comme le suggère encore Régis Debray, par défaut d'ennemi fédérateur, "Le moi se pose en s'opposant. C'est encore plus vrai pour le nous. Vous voulez un nous? Cherchez un eux!"³ Hier, sur "nos" marches orientales se tenait la Russie stalinienne, mais aujourd'hui? Le terrorisme est un phénomène trop indéterminé, trop insaisissable, trop ambivalent (peut-on mettre sur le même plan le terrorisme de résistance et le terrorisme aveugle?), pour être un tiers par rapport auquel s'affirmerait une quelconque "identité". Les

231

3 *Le Figaro*, 14 février 2004.

théocraties islamiques et leurs émules peuvent-elles jouer le rôle d'ennemi (au sens où l'entend Carl Schmitt)? Mais l'Iran et les monarchies du Golfe n'ont pas été fondus dans le même moule et ne relèvent pas du même modèle politico-religieux. Et l'Iran, comme le montre bien Emmanuel Todd,⁴ est déjà entré dans la modernité, ce dont témoignent toutes sortes de paramètres ou d'indicateurs sociologiques et démographiques. La révolution démocratique iranienne viendra, comme elle est venue en Tunisie, par l'action de lentes transformations sociales et idéologiques et le sens politique *in fine* de quelques leaders individuels ou collectifs.

232 Il reste le sacro-saint marché et sa terre d'inspiration et de prospérité, les États-Unis. Il ne s'agit bien évidemment pas d'adopter une posture guerrière. Mais d'imaginer une Europe (et donc une France) qui redonnerait à la politique tous ses droits et qui tiendrait en lisière la seule logique économique, celle qui aujourd'hui menace le monde d'implosion. Or, la crise récente a montré que la France et quelques autres pays européens n'avaient pu imaginer d'autres sorties de crise que par et dans le modèle néolibéral (sinon ultralibéral), incarné par l'Allemagne de la chancelière Angela Merkel.

L'Europe ne peut pas à la fois se plier aux exigences du marché (et, par là même, passer sous les fourches caudines de l'Allemagne et des États-Unis) et faire valoir une

4 Emmanuel Todd, *L'Origine des systèmes familiaux*, tome I, *L'Eurasie*, Gallimard, 2011.

politique étrangère indépendante et ambitieuse. Le refus de l'Europe (et de la France) de se poser "contre", la condamne au "défaut" d'identité, ou à la rechercher (sur le mode névrotique) dans un passé fantasmé. "On ne peut, à la fois, se fondre dans la jouissance de l'autre, s'identifier à lui, et se maintenir différent" (Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*).

L'Union européenne a pour fondement la paix.⁵ Mais cette paix — en elle-même le plus grand des biens (si la guerre civile est le "pire des maux", selon l'expression de Pascal) —, a fini par devenir le motif exclusif de toute politique. Elle sert d'aune. Elle nourrit une rhétorique du repli, de la peur et de la soumission.

Nous sommes dans une situation paradoxale: l'heure est à la mondialisation, de fait et de droit. Les problèmes ne peuvent être envisagés qu'à l'échelle de la planète, que dans le cadre spatio-temporel d'un monde à la fois élargi et réduit à l'in-épaisseur de l'instant; or, l'Europe et la France ne conçoivent cette mondialisation qu'à partir d'un pseudo principe de réalité: la loi du marché et à partir d'une norme devenue vœux pieux, la paix. Aucune invention, aucune originalité, aucune initiative radicale. La somnolence européenne n'est troublée que par des déclarations de principes s'adressant à l'universel humain. En même temps, l'Union européenne campe sur des "*limes*" d'autant plus

233

⁵ Le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe établissait formellement que "[l]'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples" (art. I-3 § 1).

rigides qu'improbables et voit dans l'immigration la grande menace "civilisationnelle".

Les rodomontades universalisantes, qui souvent relayent le bellicisme nord-américain, témoignent de l'incapacité à envisager une politique européenne planétaire.

II—Quasi simultanément, à l'acmé de la campagne pour l'élection présidentielle française, le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, a fait la déclaration suivante: "Contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas." Voilà qui est très remarquable. Moins on se soucie du "monde", plus l'universel est brandi. Plus il est brandi, moins il est partagé. On aurait pu croire que les travaux anthropologiques, ceux de Lévi-Strauss, en particulier, avaient jeté, depuis
234 le temps, leurs lumières sur les ministères: l'impossibilité de produire des normes d'évaluation en dehors d'une "civilisation" particulière nous condamne à un relativisme "sans appel". Il faudrait n'appartenir à aucune culture pour prétendre juger dans l'absolu de la valeur des unes et des autres. Le ministre aurait gagné à adopter un "méta" point de vue, à la manière d'Edgar Morin, qui reconnaît les limites intrinsèques de toute évaluation, tout en maintenant l'attachement à des valeurs différentes. On ne peut penser l'universel qu'en s'appuyant sur les particularismes, sinon on verse dans l'uniformisation.

Et puis, qu'est-ce qu'une civilisation? Le ministre s'est bien gardé d'en produire une définition. Ce que l'on peut dire, sans entrer dans des querelles nominalistes, c'est qu'elles ne constituent pas des ensembles homogènes, mais

composites. Qu'en elles l'ouverture voisine avec la clôture (c'est le cas de l'Islam, dont a si bien parlé Mohammed Arkoun); la tolérance avec le rejet de l'autre (la civilisation dite "judéo-chrétienne" réalisera admirablement cette "*coincidentia oppositorum*"); la révolution industrielle, avec ses avancées technologiques incontestables et les dégâts qu'elle impose à l'environnement...⁶

Ce qui ne veut pas dire que tout se vaut. Relativisme et nihilisme font deux. Lorsque Montaigne dénonce ce que l'on appellerait aujourd'hui l'"illusion ethnocentriste" ("On appelle barbarie, ce qui n'est pas de notre usage", *Essais*, I, 31), lorsque Lévi-Strauss dit que le "barbare, c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie" (*Race et histoire*, ch. 3), il s'agit chaque fois de prôner un relativisme culturel inspiré par l'étude et la réflexion et non par la seule morale. Le nihilisme nie qu'il y ait des valeurs ou pose que tout se vaut, ce qui revient au même. On ne peut mettre sur le même plan la démocratie et la dictature; la reconnaissance des libertés et leur négation; le respect inspiré par l'homme et le mépris qu'on lui voue.

235

Toutes les civilisations se valent, puisqu'elles ne valent rien dans l'absolu, puisqu'il n'y a pas d'absolu à partir duquel on les évaluerait. Ce qui ne veut pas dire qu'en elles tout se vaut. Mais aucune ne peut prétendre incarner la norme. Une "civilisation" désigne "l'ensemble des

6 Cf. André Comte-Sponville, "Noter l'autre est absurde, pourquoi je suis relativiste", *Le Monde*, 24 février 2012.

caractères que présente la vie collective d'un groupement humain" (Marcel Détienne),

Ce sont de grands ensembles à longue portée historique où se reconnaissent au long cours des schèmes de pensée et des manières d'être, d'agir, de se représenter le monde identifiables selon de nombreux critères: grands groupes linguistiques, vêtements, habitats, dans leurs grandes lignes, mais aussi religions et cultes, systèmes politiques, systèmes artistiques. (Françoise Héritier.)

En somme, elle désigne le mode d'être d'une communauté. Alors que la "Civilisation" ("marquée au fer rouge du jugement de valeur"), dont se réclame le ministre Guéant, renverrait à quelques grandes "cultures" dominantes, comme la "nôtre". On est libre d'aimer ou ne pas aimer telle ou telle m eurs, telle ou telle coutume (ainsi Lévi-Strauss qui n'aimait pas l'islam⁷), mais poser une civilisation comme étant supérieure à une autre est privé de sens. Nicolas Sarkozy, avec son aplomb coutumier, avait déjà déclaré *urbi et orbi* (Dakar, 2007) que les Africains n'étaient pas encore entrés dans l'histoire. Voilà désormais une partie de la planète non encore entrée en "civilisation".

Françoise Héritier, titulaire de la chaire d'anthropologie au Collège de France, fait remarquer que c'est Claude Guéant (et ceux qui ont repris l'antienne) qui est relativiste, dans la mesure où il pose la pétition de principe que

toutes les cultures sont des blocs autonomes, irréductibles les uns aux autres, si radicalement différents qu'ils ne peuvent pas être comparés

7 "Il n'est nullement coupable de placer une manière de vivre et de penser au-dessus de toutes les autres, et d'éprouver peu d'attirance envers tel ou tel genre de vie, respectable en lui-même, mais qui s'éloigne par trop de celui auquel on est traditionnellement attaché" (Claude Lévi-Strauss, *Le Regard éloigné*).

entre eux, d'autant qu'une hiérarchie implicite affirme que le bloc auquel on appartient est supérieur en tous points aux autres. (*Le Monde*, 12 février 2012.)

L'essentialisation des cultures, qui conduit à les poser comme des entités pérennes et distinctes, constitue le véritable relativisme. Alors qu'il s'agirait plutôt, par un effort de pensée "anthropologique", de jeter des ponts et des passerelles, de repérer des vecteurs et des invariants entre cultures ou civilisations différentes. C'est à ce prix que peuvent se *com-prendre* (au sens de "prendre avec") la diversité irréductible des cultures et l'appartenance à une même humanité.

L'arrogance universalisante va de pair avec un abandon du monde. C'est ici, nous semble-t-il, que l'idée de latinité peut apparaître comme un précieux "paradigme". Comme une manière originale, peu ou prou partagée par les peuples latins, de se frayer des voies d'accès vers un universel "concret", non exclusif.

III — La latinité peut être l'atelier d'une nouvelle vision du monde, d'un relativisme prudent, d'un agacement des frontières, celles des cultures, des peuples, comme celles des États. L'esprit de latinité nous invite à prendre conscience que nous sommes tous des minoritaires en sur-sis. Les minorités aujourd'hui ne cherchent pas à se *libérer*, ne cherchent pas à dissiper le brouillard, ni à rompre le secret ("l'enfer est né d'une indiscretion", disait Céline), car on n'avance jamais qu'à tâtons.

Les minorités opposent l'infinie complexité du monde aux promesses de perfection. Il est des libérations exterminatrices, notre vieux monde en sait quelque chose.

Il ne s'agit pas de redonner du sens au sens, de réintroduire de la finalité dans l'histoire. Comme si le progrès n'était que moribond et qu'à son chevet veille la bonne vieille latinité. Il y a dans la latinité une manière de se tenir dans l'expectative plus que dans l'attente. Passagère du meilleur et du pire, encore titubante, elle nous invite à ne pas perpétuellement gager sur l'avenir, mais à méditer notre propre destin.

238 Qu'est-ce qu'être latin, sinon reconnaître l'autre qui est en nous? Sinon, éprouver que l'on ne se suffit jamais à soi-même? C'est aussi, par là même, engendrer — à la manière socratique — une expérience de pluralité, chez ceux avec lesquels nous prenons langue. Il y a de l'ironie dans la Latinité, cet art du dédoublement de l'autre par le dédoublement de soi.

Le monde hégémonique condamne les hommes à l'exil — au propre et au figuré — la latinité offre le salut de l'exode, une sortie hors de soi pour être soi. On n'est pas latin tout seul, entre soi, se félicitant de l'aubaine, savourant sa supériorité. Il y a une responsabilité particulière à poser la latinité comme valeur. C'est affirmer que le "fleuve de vie" (Carlos Fuentes), comme tout fleuve, a deux rives, desquelles nous nous regardons, dans un face-à-face, un vis-à-vis salutaire.

•

Le monde dans lequel nous vivons, relayé jusque dans les esprits par l'emprise médiatique, est un monde où le face-à-face et le vis-à-vis n'est plus possible. C'est un

monde sans rive... C'est un monde où l'autre n'est jamais regardé dans les yeux.

On s'étonne et on regrette que l'esprit latin n'ait pas davantage inspiré notre politique étrangère et la diplomatie européenne. Qu'en un certain sens, l'Europe ne s'affirme pas latine ce qui, plus sûrement que ses problématiques racines "chrétiennes", l'ancrerait dans une identité forte et polycentrée.

